

AUGMENTATION DU NOMBRE DE SIÈGES À L'APN

Une disposition «technique», selon les partis politiques

L'augmentation du nombre de sièges au niveau de l'APN ne semble pas constituer un événement majeur pour des partis politiques déjà en plein précampagne. La majorité des formations politiques qualifient cette disposition de purement «technique», estimant que l'échiquier politique ne sera aucunement affecté par cette mesure arithmétique.

Certains partis politiques considèrent néanmoins que cette augmentation pourrait jouer en faveur d'une meilleure représentativité des femmes au sein de l'hémicycle, un avis qui n'est pas partagé par tous. Le Conseil des ministres avait examiné et adopté un projet d'ordonnance amendant et complétant l'ordonnance n° 97-08 du 6 mars 1997, déterminant les circonscriptions électorales et le nombre de sièges à pourvoir pour l'élection du Parlement. Un amendement introduit pour prendre en compte

l'évolution de la population, à la lumière du dernier recensement. Auparavant, le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales avait expliqué que la détermination et la répartition des sièges à l'Assemblée populaire nationale étaient liées «exclusivement» à la densité démographique, précisant que lors du recensement général de la population et de l'habitat de 2008, il avait été enregistré une augmentation de 4 millions d'habitants. Selon l'ordonnance 97-08 du 6 mars 1997 déterminant les circonscriptions électorales et le nombre de sièges à pourvoir pour l'élection du Parlement, chaque circonscription électorale dispose d'un siège pour chaque tranche de 80 000 habitants avec un siège supplémentaire pour la tranche restante de 40 000 habitants. Les partis politiques commentent.

AMARA BENYOUNÈS (PRÉSIDENT DE L'UNION DES DÉMOCRATES ET RÉPUBLICAINS, UDR) :
«Pas d'incidence sur les opérations électorales»

«L'augmentation du nombre de députés est une procédure normale en relation avec l'augmentation du nombre d'habitants et donc à la progression démographique. Il est donc logique qu'une wilaya qui a vu son nombre d'habitants augmenter soit mieux représentée à l'Assemblée. Toutefois, nous ne pensons pas qu'il y ait d'incidences importantes sur le déroulement des opérations électorales du fait que le mode de scrutin ne change pas.»

MILOUD CHORFI (PORTE-PAROLE DU RND) :
«Nous saluons cette initiative»

«Le RND exprime sa satisfaction devant le communiqué du Conseil des ministres qui est venu conforter les décisions et les procédures auxquelles a abouti cette réunion. Nous estimons aussi que l'augmentation du nombre de députés est positive et s'inscrit dans une évolution démocratique. Elle est venue enrichir les procédures décidées par le président de la République concernant les opérations électorales et concrétiser le parcours démocratique. Elle sera, par ailleurs, un gage certain pour la réussite des réformes engagées par l'Algérie.»

M. BENALLOU (SECRÉTAIRE NATIONAL CHARGÉ DE LA COMMUNICATION ET DE L'INFORMATION AU PARTI AHD 54) :
«Une décision unilatérale et entachée d'irrégularités»

«Pour notre parti, les chiffres et les raisons avancées ne reflètent pas la réalité et c'est à la dernière minute que le pouvoir impose une fois de plus le changement. C'est une décision unilatérale prise sans concertation avec les partenaires politiques. A priori donc, ces décisions comme d'ailleurs les prochaines échéances électorales commencent déjà à être entachées d'irrégularités.»

DJELLOUL DJOUDI (PORTE-PAROLE DU PARTI DES TRAVAILLEURS) :
«Une disposition technique»

«Le nombre de sièges au niveau de l'APN est déterminé en fonction du nombre d'inscrits sur les listes électorales. L'augmentation du nombre de sièges est proportionnelle à l'accroissement démographique. Au PT, nous considérons que cela n'a rien à avoir avec la représentativité féminine. Cette disposition n'aura aucune influence sur l'échiquier politique. C'est purement technique.»

SOFIANE DJILALI (PRÉSIDENT DE JIL EL JADID) :
«Une adaptation strictement technique»

«C'est une adaptation strictement technique, déjà prévue par la loi organique. Cela n'appelle pas à des commentaires particuliers puisqu'il s'agit de nouveaux sièges offerts à la concurrence des partis politiques.»

CHAFFAA BOUAICHE (SECRÉTAIRE NATIONAL À LA COMMUNICATION AU FRONT DES FORCES SOCIALISTES) :
«Ce n'est pas un événement»

«Au FFS, on n'est pas du tout dans ce débat. Nous nous attelons à préparer la convention du parti. L'augmentation du nombre de sièges à l'APN n'est pas du tout un débat à l'ordre du jour. C'est un non-événement.»

MOHAMED SAÏD (PRÉSIDENT DU PARTI POUR LA LIBERTÉ ET LA JUSTICE) :
«Cette disposition n'a rien d'extraordinaire»

«Cette disposition n'a rien d'extraordinaire, il s'agit seulement d'un ajustement du nombre de sièges en relation avec

l'augmentation de la population. Comme cette mesure intervient dans une conjoncture particulière avec l'adoption de nouveaux partis, cela prend forcément une connotation politique.»

NOURREDINE BAHBOUH (PRÉSIDENT DE L'UNION DES FORCES SOCIALES ET DÉMOCRATIQUES, UFSD) :
«La décision est liée au prorata de la population»

«Si l'augmentation du nombre de députés répond à des critères objectifs et relatifs notamment à l'augmentation du nombre de la population, nous estimons que c'est une initiative positive. La décision de porter à la hausse le nombre de députés est liée au prorata de la population, il s'agit donc d'une meilleure représentation de cette dernière, nous adhérons donc à cette décision.»

MIDA KAMEL (PORTE-PAROLE DU MSP) :
«C'est une solution réglementaire»

«Pour notre parti, la décision d'augmenter le nombre de députés à l'Assemblée nationale est tout à fait normale et répond à une logique.

Elle induit une plus grande représentation de la population au sein de l'hémicycle et c'est donc une étape réglementaire routinière. C'est aussi une solution réglementaire concernant la question du quota des femmes.»

KASSA AÏSSI (PORTE-PAROLE DU FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE) :
«Une application stricte de la loi»

«C'est une décision attendue en fonction de ce que prévoit la loi. C'est par rapport au recensement qui fait état de l'augmentation du nombre de la population. C'est une application stricte de la loi qui voit ainsi le nombre de sièges par circonscription augmenter. C'est une mesure susceptible de mieux prendre en charge la représentativité des femmes à l'APN. Leur nombre va certainement sensiblement augmenter.»

Propos recueillis par
F.-Z. B et N. I.

ANCIEN MINISTRE ET FONDATEUR DE L'UFDS

Bahbouh se défend d'être un cacique du système

Se défendant d'être un cacique du système comme deux de ses autres co-fondateurs, tel que se plaisent à le lui reprocher certaines «mauvaises langues», pour avoir été ministre, l'un des principaux promoteurs de l'Union des forces démocratiques et sociales, parti en cours de constitution, Nouredine Bahbouh affirme avoir «grandi dans la gestion des affaires de l'État et être venu à la politique lorsque le pays en avait besoin, au moment où d'autres ont fui ou se sont cachés derrière les rideaux».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Comme pour montrer sa bonne foi et se démarquer de ce système, l'ancien ministre de l'Agriculture dans les deux gouvernements Sifi (15 avril 1995) puis ministre de l'Agriculture et de la Pêche dans le tout premier gouvernement d'Ahmed Ouyahia, affirme tout de go lors de son intervention ce mercredi sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale que «la politique en Algérie a été tuée dès lors, dira-t-il, qu'on l'a «sciemment assimilée au populisme, aux passe-droits, à l'opportunisme et à tellement de choses néfastes». D'où, selon lui, le désintérêt d'une bonne partie de

la population à l'égard de la vie politique qui ne s'identifie plus dans ce qui est entrepris et les gens manifestent leur mécontentement d'une autre manière avec comme, pour boucler la boucle, la bouderie manifeste des urnes.

Pour remédier à cet état de fait qu'il dit regretter et ainsi inverser la donne, Bahbouh pense qu'il faut introduire de nouvelles règles saines entre l'homme politique et le citoyen, sans quoi, dira-t-il, «la mobilisation de ce dernier ne sera plus possible».

C'est dans ce cadre que le principal promoteur de l'UFDS aux côtés de deux de ses anciens collègues au gouvernement, Mouldi

Aïssaoui (jeunesse et sports) et Abdelaziz Ben M'hidi (tourisme), dira faire du pragmatisme et de la realpolitik ses credo, dans une voie pacifique et une démarche démocratique en stigmatisant et ne déconsidérant personne avec le souci, tiendra-t-il à signaler, «d'associer et de faire participer tout le monde, qu'ils soient cadres, experts, compétences et simples citoyens, à tout ce qui se passe dans le pays en se mobilisant à travers un discours de vérité, de rigueur et de respect des uns et des autres».

Ceci pour brocarder les divers gouvernements qui se sont succédés depuis l'année 1999 qui dépendent sans compter et sans présentation de bilans.

Se réclamant du centre avec le maintien sous la coupe étatique des secteurs stratégiques, et considérant que les constantes nationales se doivent d'être soutirées du combat politique puisque étant la propriété de tout le peuple, Bahbouh estime que le débat politique se doit de se focaliser sur le meilleur moyen de

répondre aux préoccupations citoyennes en matière de santé, d'éducation et de logement, dans un cadre où la langue de bois, la démagogie et le discours populiste n'ont pas droit de cité. Démarche à même de barrer la route aux opportunistes de tous poils et qu'il dit faire sienne à l'occasion de la campagne électorale pour les législatives de mai prochain pour lesquelles il dit être partant.

À propos de ces législatives, Bahbouh dira ne pas nourrir beaucoup de prétentions et ainsi pouvoir arracher de nombreux sièges à la prochaine Assemblée nationale.

«La campagne électorale sera l'occasion de nous faire connaître, de présenter notre programme et de mobiliser autour de nous», dira-t-il, affirmant «faire confiance aux mesures annoncées par le gouvernement pour la régularité du prochain scrutin».

Quant aux pronostics balancés ici et là sur une probable victoire du camp islamiste comme pour ne pas rester en marge de la vague

verte ayant caractérisé des élections similaires dans nombre de pays arabes, l'ancien ministre de l'Agriculture les mettra sur le compte de «partis exécutaires, spécialistes dans la surenchère et profitant de la mal-vie, du ras-le-bol et de la frustration des gens».

Bahbouh, que la présence d'observateurs étrangers ne gêne point, ne fait pas, cependant, de fixation sur la fraude, reconnaissant que «les précédentes élections ont été marquées par des fraudes massives et un taux de participation insignifiant». Il prône, comme parade à toute velléité de fraude qu'il dit «condamner» dans le cas où elle s'avérerait fondée, une participation massive des citoyens aux législatives de mai prochain.

Avant ce rendez-vous électoral qui doit, selon Bahbouh, mettre un terme à la position d'«éternel redémarrage», l'UFDS tiendra son congrès constitutif les 18 et 19 février courant à Boumerdès, en présence de 600 à 700 participants.

M. K.